

[Français]

## LES PÊCHES

**M. Yvan Bernier (Gaspé, BQ):** Monsieur le Président, le ministre des Pêches et Océans a confirmé, qu'hier, le Canada et l'Union européenne s'étaient entendu sur les principes d'un accord dans le conflit du flétan noir, principes devant être soumis au Cabinet fédéral de même qu'aux autorités de l'Union européenne. Or, devant le refus de l'Espagne et du Portugal, l'Union européenne a demandé la réouverture de l'entente pour arracher de nouvelles concessions du Canada et provoquer ainsi l'impasse dans les négociations.

Le ministre des Pêches et Océans peut-il nous confirmer que l'Union européenne, notamment sous la pression de l'Espagne, a rejeté l'entente de principes ramenant ainsi les négociations à la case départ?

[Traduction]

**L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question.

Je puis confirmer que ce que le député vient de dire n'est pas exact. Les négociations se poursuivent en ce moment même à Bruxelles et elles progressent. Je crois savoir qu'un document, dont le député a certainement pris connaissance, indiquait que l'Union européenne a rejeté l'accord de principe. Ce n'est pas exact. Les négociations vont de l'avant et le Canada espère qu'elles aboutiront à une entente.

Nous l'avons toujours dit, notre intérêt primordial est d'avoir un régime de conservation efficace et de disposer des moyens nécessaires pour faire respecter les règles et protéger ces stocks de poisson qui chevauchent la zone de 200 milles.

[Français]

**M. Yvan Bernier (Gaspé, BQ):** Monsieur le Président, comment le ministre des Pêches et Océans peut-il afficher un tel optimisme sur l'issue des négociations en cours, alors que le premier ministre espagnol, M. Felipe González, a déclaré que l'Espagne rejette clairement les termes de l'accord de principes?

[Traduction]

**L'hon. Brian Tobin (ministre des Pêches et des Océans, Lib.):** Monsieur le Président, le Canada participe à des négociations bilatérales avec l'Union européenne. Les négociations se sont poursuivies sans interruption pendant toute la fin de semaine, elles ont marqué des progrès chaque jour et elles se poursuivent aujourd'hui même. L'Union européenne doit tenir compte de l'opinion, unanime ou non, de tous ses États membres.

Le Canada siège à la table de négociations avec l'Union européenne et des progrès sont enregistrés.

## Questions orales

## LES SOINS DE SANTÉ

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, dans tout le pays, le mystère s'épaissit autour des intentions du gouvernement fédéral quant au financement des services de santé.

La ministre de la Santé et le premier ministre ont tous deux laissé entendre que le financement pourrait être réduit d'un montant pouvant aller jusqu'à 16 milliards de dollars ou 2 p. 100 du PIB et que les Canadiens n'auront pas nécessairement droit à l'avenir à la même protection que par le passé. Le gouvernement a aussi laissé entendre que le financement des services de santé pourrait simplement être bloqué et rester au même niveau.

La ministre de la Santé pourrait-elle me dire exactement quelles sont les intentions du gouvernement en ce qui concerne la réforme des soins de santé, et plus particulièrement la portée et le financement des services?

**L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, même si les provinces demeurent directement responsables des services de santé, nous entendons continuer à faire respecter les principes de la Loi canadienne sur la santé, loi qui nous a valu l'un des meilleurs régimes d'assurance-maladie du monde.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, j'ai demandé à la ministre de dissiper la confusion, et non d'y ajouter.

Le mois dernier, le premier ministre a tenu des propos favorables au rajustement de nos dépenses en matière de santé en fonction de ce qui se fait dans les pays européens. Le premier ministre ne doit toutefois pas oublier que presque tous les pays européens auxquels il songe ont un régime privé qui supplée au régime public. C'est ainsi qu'ils en ont plus pour leur argent.

● (1425)

La ministre de la Santé appuie-t-elle la recommandation du premier ministre voulant que le financement des services de santé au Canada se rapproche du modèle européen? A-t-elle un plan d'action concret pour mener cette réforme à bien?

**L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, bien sûr, j'appuie le premier ministre. Le premier ministre a dit et répété que nous conserverions au Canada un régime universel d'assurance-maladie.

C'est aujourd'hui le 32<sup>e</sup> anniversaire de l'élection du premier ministre comme député aux Communes.

Des voix: Bravo!

**Mme Marleau:** Monsieur le Président, au cours de ces 32 années, le premier ministre a assisté et contribué à la création et à la mise en place du meilleur régime d'assurance-maladie du monde. Notre premier ministre n'a pas de leçons à recevoir du Parti réformiste, qui préconise un régime à deux paliers.

Des voix: Bravo!